Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 4x par an
ISSN 0771.470X

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

N° 368
1-2e trimestre 2018
1 Euro

www.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

MASSACRES EN SYRIE ET MISÈRE EN MÉDITERRANÉE

Le capitalisme, c'est la guerre, la misère et les barbelés!

D'un côté, des guerres incessantes et meurtrières, des bombardements qui ravagent des régions entières et donnent lieu à des massacres effroyables de populations. De l'autre, des barbelés, des murs, des bateaux chasseurs de migrants et des camps qui attendent les dizaines de milliers de personnes et leurs familles qui tentent de fuir les tueries, la destruction de leurs foyers, la misère et la famine.

La Syrie plongée dans les affres de l'impérialisme et de la décomposition

La Ghouta orientale en Syrie, à l'Est de Damas, est à nouveau un épicentre des conflits meurtriers sévissant sur la planète. Comme d'autres, notamment au Moyen-Orient, ce conflit porte la marque d'intérêts et d'antagonismes impérialistes où domine le "chacun pour soi". Une guerre faite de massacre, une guerre de tous contre tous impliquant à des degrés divers les grandes puissances et des États régionaux aux ambitions agressives.(1) Ce conflit porte donc les stigmates de l'enfoncement dans la barbarie guerrière, celles des contradictions insolubles et de l'impasse du système capitaliste tout entier.

Plus au nord, apportant sa sinistre contribution à cette situation de chaos guerrier, à la multiplication de massacres de civils et d'exodes massifs de populations, l'opération "Rameau d'olivier" lancée le 20 janvier par l'armée turque et ses bombardiers contre l'enclave d'Afrin, dans la province d'Alep, où sont retranchés des combattants kurdes de l'YPG (qui ont reçu, eux, le renfort de miliciens pro-Assad), se traduit par une nouvelle extension des zones de combat dans le pays. En plus des rivalités entre fractions et gangs locaux, les puissances impérialistes viennent, comme dans un panier de crabes, s'agglutiner et se piétiner davantage. Le pourrissement sur pied du capitalisme ne sème ainsi que toujours plus la mort et la désolation, ce qu'exprime le comportement sanguinaire des différents protagonistes, qu'il s'agisse des troupes d'Assad et ses alliés de circonstance, de ses adversaires "oppositionnels", de Daech ou des grandes puissances démocratiques.

Quant à la nouvelle offensive de l'armée syrienne, appuyée par les milices chiites soutenues par l'Iran et l'aviation russe, contre une région occupée par Daech et diverses factions djihadistes en rébellion contre le régime d'Assad, elle a donné lieu à un concert de protestations toutes plus hypocrites les unes que les autres. Cette fausse indignation des médias occidentaux, des prétendues ONG et de la soi-disant "communauté internationale" face à ces attaques perpétrées avec le recours systématique à l'arme chimique (que la coalition internationale utilise d'ailleurs également sans vergogne) (2) n'a d'égale que l'inefficacité des résolutions votées par l'ONU, tant contre l'usage de ces gaz que pour la protection des populations civiles ou le respect des trêves. Cela démontre une fois de plus le total manque de crédibilité et la défiance à éprouver à l'égard de ce "repaire de brigands", comme le disait déjà Lénine, que constituent les institutions de la fameuse "communauté internationale". Ce n'est pas une première en Syrie : depuis au moins 2012, les armes chimiques ont été régulièrement utilisées lors des bombardements aériens, notam-



ment au cours des batailles dans la région d'Alep et de Homs puis à Khan Cheikhoun, le 4 avril 2017. Elles sont aussi massivement utilisées dans la Ghouta orientale depuis mars 2013, en particulier lors du raid du 21 août de la même année qui fit près de 2 000 morts. Le bilan des pertes de vies humaines n'a cessé de croître avec les bombardements à répétition des hôpitaux supposés servir de refuges aux forces rebelles ou les destructions systématiques des habitations. Déjà entre 2013 et octobre 2017, on recensait 18 000 morts (dont au moins 13 000 civils parmi lesquels 5 000 enfants environ !), auxquels il faut ajouter 50 000 blessés. Entre le 18 et le 28 février 2018, la dernière offensive aérienne s'est soldée (officiellement) par plus de 780 morts supplémentaires dont au moins 170 enfants. Tout cela, sans compter les victimes innombrables, aujourd'hui passées sous silence, de la pénurie de vivres qui sévit dans cette région sinistrée depuis 2017. Le régime d'Assad vient de lancer une offensive terrestre dans la Ghouta qui promet d'être tout aussi barbare et meurtrière.

Migrants et réfugiés, victimes de la barbarie des États capitalistes

Cette situation ne peut qu'accentuer un autre phénomène amplifié par la phase de décomposition du capitalisme : la déportation ou l'exode massif de populations fuyant les massacres et la misère au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine. Des masses de pauvres gens affluent vers les États les plus riches, à la recherche désespérée d'une terre d'asile, notamment en Europe ou aux États-Unis. Or, aucun de ces États n'a de véritable solution devant l'afflux de migrants sinon cher-

(suite à la page 4)

AFFRONTEMENTS EN CATALOGNE

Le passé réactionnaire est dans la démocratie et la nation! Le futur appartient au prolétariat!

Nous publions ci-dessous la traduction d'un tract rédigé par les camarades de notre section en Espagne qui a été diffusé dans tout le pays après les affrontements et la répression en Catalogne ayant émaillé le référendum du 1er octobre organisé par les indépendantistes. Il s'agit d'une réaffirmation de l'internationalisme prolétarien face à une situation qui souligne aussi que ces événements participent plus globalement à l'enfoncement actuel du système capitaliste dans un procesus de décomposition sociale aux effets dangereux pour la classe ouvrière et l'humanité tout entière.

Le 1er octobre dernier, les masses populaires conduites par les indépendantistes catalans à la farce du référendum ont été brutalement frappées par la répression du gouvernement espagnol. Les fractions rivales se sont drapées dans le manteau de la démocratie pour mieux justifier, pour les unes, la répression et, pour les autres, le vote. Les Catalanistes se sont présentés comme les victimes de la répression pour mettre en avant leur revendication d'indépendance. Le gouvernement Rajoy a justifié sa barbarie répressive au nom de la défense de la Constitution et des droits démocratiques de tous les Espagnols. Les partis "neutres" (Podemos, le parti de Colau1, etc.) ont invoqué la démocratie pour s'en prendre à Rajoy et le sommer de "trouver une solution" au conflit catalan.

Nous voulons dénoncer ce piège créé par la lutte entre fractions du capital qui pousse à choisir entre, d'un côté, l'escroquerie d'un référendum truqué et, de l'autre, la répression brutale du gouvernement espagnol. Des deux côtés, c'est la classe ouvrière et tous les exploités qui en sont les victimes.

Tous nous présentent la démocratie comme le Bien suprême. Cependant, ils veulent nous faire oublier que derrière le masque de la démocratie se cache l'État totalitaire. Tout autant que les régimes militaires ou de parti unique, l'État démocratique est la dictature exclusive du capital qui impose au nom du vote populaire ses intérêts et ses visées contre l'intérêt de tous les exploités et de tous les opprimés.

Pendant la Première Guerre mondiale, avec ses 20 millions de morts, toutes les puissances ont justifié leur barbarie au nom de la défense de la démocratie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, bien que le camp nazi des vaincus ait installé un régime de terreur qui s'appuyait sur des idéologies ouvertement réactionnaires comme "la suprématie de la race aryenne", le camp des vainqueurs qui rassemblait non seulement les puissances démocratiques mais aussi le brutal régime stalinien de l'URSS s'est paré des atours de la démocratie pour justifier sa participation à une barbarie qui s'est soldée par 60 millions de morts, y compris l'utilisation directe de la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki. C'est au nom de la défense de la démocratie que la République espagnole a également réussi à embrigader ouvriers et paysans dans le terrible massacre qu'a représenté la guerre civile de 1936 entre les deux fractions de la bourgeoisie (républicaine et franquiste) qui a fait un million de morts.

C'est au nom de la démocratie, en utilisant le régime constitutionnel de 1978 que tous, les franquistes à la façade ravalée comme les champions de la démocratie, nous ont imposé une dégradation inexorable de nos conditions de vie et de travail qui nous a conduits à la situation actuelle où l'emploi stable a été remplacé par la précarité généralisée. A cette dégradation ont contribué aussi bien les dirigeants nationalistes catalans que les dirigeants nationalistes espagnols. Souvenons-nous que le gouvernement autonome d'Artur Mas en 2011-2012 fut le pionnier des coupes claires taillées dans le secteur de la santé, de l'éducation, dans les allocations-chômage, etc., et que ces mesures ont été ensuite généralisées à toute l'Espagne par le gouvernement Rajoy !

Dirigeants espagnols comme catalans ont les mains tâchées du sang de leur répression des luttes ouvrières. La démocratie a débuté dans l'Espagne post-franquiste avec la mort de cinq ouvriers au cours de la grève massive de Vitoria en 1976. Sous le gouvernement «socialiste» de Felipe

(suite à la page 5)

sommaire



La signification historique de la grève générale en France

Dans la plupart des nombreux livres et émissions de télévision sur Mai 1968 qui ont occupé l'espace médiatique au cours de la dernière période, il est souligné le caractère international du mouvement étudiant qui a touché la France au cours de ce mois-là. Tout le monde s'entend pour constater, comme nous l'avons également souligné dans notre article sur la page à côté, que les étudiants français n'étaient pas les premiers à se mobiliser massivement ; qu'ils ont, en quelque sorte, "pris le train en marche" d'un mouvement qui avait démarré dans les universités américaines à l'automne 1964. A partir des États-Unis, ce mouvement avait touché la plupart des pays occidentaux et il avait connu en Allemagne, dès 1967, ses développements les plus spectaculaires faisant des étudiants de ce pays la "référence" pour ceux des autres pays européens. Cependant, les mêmes journalistes ou "historiens" qui se plaisent à souligner l'ampleur internationale de la contestation étudiante des années 60 ne disent en général pas un mot des luttes ouvrières qui se sont déroulées dans le monde au cours de cette période.

Évidemment, ils ne peuvent pas faire l'impasse sur l'immense grève qui constitue l'autre volet, évidemment le plus important, des "événements" de 68 en France : il leur est difficile de faire passer à la trappe la plus grande grève de l'histoire du mouvement ouvrier. Mais, si on les suit, ce mouvement du prolétariat constitue une sorte "d'exception française", encore une.

En réalité, au même titre, et peut-être encore plus, que le mouvement étudiant, le mouvement de la classe ouvrière en France était partie intégrante d'un mouvement international et on ne peut le comprendre réellement que dans ce contexte international. C'est ce que nous allons, entre autres, faire apparaître dans le présent article.

La "spécificité française"

C'est vrai qu'il a existé en France en mai 1968 une situation qu'on n'a retrouvée dans aucun autre pays, sinon de façon très marginale : un mouvement massif de la classe ouvrière prenant son essor à partir de la mobilisation étudiante. Il est clair que la mobilisation étudiante, la répression qu'elle a subie – et qui l'a alimentée- de même que le recul final du gouvernement après la "nuit des barricades" [1] du 10-11 mai ont joué un rôle, non seulement dans le déclenchement, mais aussi dans l'ampleur de la grève ouvrière. Cela dit, si le prolétariat de France s'est engagé dans un tel mouvement, ce n'est sûrement pas uniquement pour "faire comme les étudiants", c'est qu'il existait en son sein un mécontentement profond, généralisé, et aussi la force politique pour engager le combat.

Ce fait n'est en général pas occulté par les livres et programmes de télévision traitant de Mai 68 : il est souvent rappelé que, dès 1967, les ouvriers avaient mené des luttes importantes dont les caractéristiques tranchaient avec celles de la période précédente. En particulier, alors que les "grévettes" et les journées d'action syndicales ne suscitaient pas de grand enthousiasme, on a assisté à des conflits très durs, très déterminés face à une violente répression patronale et policière et où les syndicats ont été débordés à plusieurs reprises. C'est ainsi que, dès le début 1967, se produisent des affrontements importants à Bordeaux (à l'usine d'aviation Dassault), à Besançon et dans la région lyonnaise (grève avec occupation à Rhodia, grève à Berliet conduisant les patrons au lock-out et à l'occupation de l'usine par les CRS), dans les mines de Lorraine, dans les chantiers navals de Saint-Nazaire (qui est paralysée par une grève générale je 11 avril).

C'est à Caen, en Normandie, que la classe ouvrière va livrer un de ses combats les plus importants avant mai 68. Le 20 janvier 1968, les syndicats de la Saviem (camions) avaient lancé un mot d'ordre de grève d'une heure et demie mais la base, jugeant cette action insuffisante est partie spontanément en grève le 23. Le surlendemain, à 4 heures du matin, les CRS démantèlent le piquet de grève permettant aux cadres et aux "jaunes" d'entrer dans l'usine. Les grévistes décident d'aller au centre ville où ils sont rejoints par des ouvriers d'autres usines qui sont également partis en grève. A 8 heures du matin, 5000 personnes convergent pacifiquement vers la place centrale : les gardes mobiles les chargent brutalement, notamment à coups de crosse de fusil. Le 26 janvier, les travailleurs de tous les secteurs de la ville (dont les enseignants) ainsi que de nombreux étudiants manifestent leur solidarité : un meeting sur la place centrale rassemble 7000 personnes à 18 heures. A la fin du meeting, les gardes mobiles chargent pour évacuer la place mais sont surpris par la résistance des travailleurs. Les affrontements dureront toute la nuit ; il y aura 200 blessés et des dizaines d'arrestations. Six jeunes manifestants, tous des ouvriers, écopent de peines de prison ferme de 15 jours à trois mois. Mais loin de faire reculer la classe ouvrière, cette répression ne fait que provoquer l'extension de sa lutte : le 30 janvier, on compte 15 000 grévistes à Caen. Le 2 février, les autorités et le patronat sont obligés de reculer : levée des poursuites contre les manifestants, augmentations des salaires de 3 à 4 %. Le lendemain, le travail reprend mais, sous l'impulsion des jeunes ouvriers, les débrayages se poursuivent encore pendant un mois à la Saviem.

Saint-Nazaire en avril 67 et Caen en janvier 68 ne sont pas les seules villes à être touchées par des grèves générales de toute la population ouvrière. C'est aussi le cas dans d'autres villes de moindre importance comme Redon en mars et Honfleur en avril. Ces grèves massives de tous les exploités d'une ville préfigurent ce qui va se passer à partir du milieu du mois de mai dans tout le pays.

Ainsi, on ne peut pas dire que l'orage de Mai 1968 ait éclaté dans un ciel d'azur. Le mouvement des étudiants a mis "le feu à la plaine", mais celle-ci était prête à s'enflammer.

Évidemment, les "spécialistes", notamment les sociologues, ont essayé de mettre en évidence les causes de cette "exception" française. Ils ont en particulier mis en avant le rythme très élevé du développement industriel de la France au cours des années 1960, transformant ce vieux pays agricole en puissance industrielle moderne. Ce fait explique notamment la présence et le rôle d'un nombre important de jeunes ouvriers dans les usines qui, souvent, avaient été construites peu avant. Ces jeunes ouvriers, issus fréquemment du milieu rural, sont très peu syndiqués et supportent difficilement la discipline de caserne de l'usine alors qu'ils reçoivent la plupart du temps des salaires dérisoires, même lorsqu'ils ont un Certificat d'aptitude professionnelle. Cette situation permet de comprendre pourquoi ce sont les secteurs les plus jeunes de la classe ouvrière qui ont les premiers engagé le combat, et également pourquoi la plupart des mouvements importants qui ont précédé Mai 68 ont eu lieu dans l'Ouest de la France, une région essentiellement rurale tardivement industrialisée. Cependant, les explications des sociologues échouent à expliquer pourquoi ce ne sont pas seulement les jeunes travailleurs qui sont entrés en grève en 1968 mais la très grande majorité de toute la classe ouvrière, tous âges confondus.

La signification internationale de la grève de Mai 1968 en France

En fait, derrière un mouvement de l'ampleur et de la profondeur de celui de mai 68, il y avait nécessairement des causes beaucoup plus profondes des causes qui dépassaient, de très loin, le cadre de la France. Si l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays s'est lancée dans une grève quasi générale, c'est que tous ses secteurs commençaient à être touchée par la crise économique qui, en 1968 n'en était qu'à son tout début, une crise non pas "française" mais de l'ensemble du capitalisme mondial. Ce sont les effets en France de cette crise économique mondiale (montée du chômage, gel des hausses salariales, intensification des cadences de production, attaques contre la Sécurité sociale) qui expliquent en bonne partie la montée de la combativité ouvrière dans ce pays à partir de 1967 :

"Dans tous les pays industriels, en Europe et aux USA, le chômage se développe et les perspectives économiques s'assombrissent. L'Angleterre, malgré une multiplication des mesures pour sauvegarder l'équilibre, est finalement réduite fin 1967 à une dévaluation de la Livre Sterling, entraînant derrière elle des dévaluations dans toute une série de pays. Le gouvernement Wilson proclame un programme d'austérité exceptionnel : réduction massive des dépenses publiques…, blocage des salaires, réduction de la consommation interne et des importations, effort pour augmenter les exportations. Le 1er janvier 1968, c'est au tour de Johnson [Président des États-Unis] *de pousser un cri d'alarme et d'annoncer des mesures sévères indispensables pour sauvegarder l'équilibre économique. En mars, éclate la crise financière du dollar. La presse économique chaque jour plus pessimiste, évoque de plus en plus le spectre de la crise de 1929* (…) *Mai 1968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant"* (*Révolution internationale* -ancienne série- n° 2, printemps 1969).

En fait, des circonstances particulières ont permis que ce soit en France que le prolétariat mondial mène son premier combat d'ampleur contre les attaques croissantes que le capitalisme en crise ne pouvait que multiplier. Mais, assez rapidement, les autres secteurs nationaux de la classe ouvrière allaient entrer à leur tour dans la lutte. Aux mêmes causes devaient succéder les mêmes effets.

C'est ainsi qu'à l'autre bout du monde, en Argentine, mai 1969 allait être marqué par ce qui est resté depuis dans les mémoires comme le "cordobazo". Le 29 mai, à la suite de toute une série de mobilisations dans les villes ouvrières contre les violentes attaques économiques et la répression de la junte militaire, les ouvriers de Cordoba avaient complètement débordé les forces de police et l'armée (pourtant équipées de tanks) et s'étaient rendus maîtres de la ville (la deuxième du pays). Le gouvernement n'a pu "rétablir l'ordre" que le lendemain grâce à l'envoi massif de troupes militaires.

En Italie, au même moment, débute le mouvement de luttes ouvrières le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. Les grèves commencent à se multiplier chez Fiat à Turin, d'abord dans la principale usine de la ville, Fiat-Mirafiori, pour s'étendre ensuite aux autres usines du groupe à Turin et aux alentours. Le 3 juillet 1969, lors d'une journée d'action syndicale contre la hausse des loyers, les cortèges ouvriers, rejoints par des cortèges étudiants, convergent vers l'usine de Mirafiori. Face à celle-ci, de violentes bagarres éclatent avec la police. Elles durent pratiquement toute la nuit et s'étendent à d'autres quartiers de la ville.

Dès la fin du mois d'août, lorsque les ouvriers rentrent des congés d'été, les grèves reprennent à Fiat, mais aussi à Pirelli (pneumatiques) à Milan et dans bien d'autres entreprises.

Cependant, la bourgeoisie italienne, instruite par l'expérience de Mai 68, ne se laisse pas surprendre comme cela était arrivé à la bourgeoisie française l'année

(suite à la page 4)

1) Voir à ce sujet notre article "Mai 68 : le mouvement des étudiants en France et dans le monde" dans Internationalisme n° 337.



La signification historique de Mai 68

Les révoltes étudiantes en France et dans le monde

Dans une précédente partie de cette série consacrée au mouvement de mai 68 (1), nous avons mis en évidence que l'agitation des étudiants en France, à partir du 22 mars 1968 jusqu'au milieu du mois de mai, n'était que l'expression dans ce pays d'un mouvement international touchant la presque totalité des pays occidentaux, à commencer par le premier d'entre eux, les États-Unis, où il avait débuté en 1964, à l'Université de Berkeley en Californie. Nous terminions cette partie ainsi : "Ce qui caractérise l'ensemble de ces mouvements, c'est évidemment, avant tout, le rejet de la guerre du Vietnam. Mais, alors que les partis staliniens, alliés au régime de Hanoi et de Moscou, auraient dû logiquement se trouver à leur tête, comme ce fut le cas dans les mouvements anti-guerre lors de la guerre de Corée au début des années 1950, ce n'est nullement le cas ici. Au contraire, ces partis n'ont pratiquement aucune influence et, bien souvent, ils sont en complète opposition contre ces mouvements. C'est une des caractéristiques des mouvements étudiants de la fin des années 1960 qui révèle la signification profonde qu'ils recouvrent..."

C'est cette signification que nous allons tenter de dégager maintenant. Et pour ce faire, il est évidemment nécessaire de rappeler quels furent les principaux thèmes de mobilisation des étudiants à cette période.

Les thèmes des révoltes étudiantes des années 60 aux États-Unis...

Comme nous l'avons déjà signalé, l'opposition à la guerre menée par les États-Unis au Vietnam fut le thème le plus répandu et mobilisateur dans tous les pays occidentaux. Ce n'est certainement pas un hasard, évidemment, si c'est d'abord dans le premier d'entre eux qu'ont commencé à se développer les révoltes étudiantes. La jeunesse américaine était confrontée de façon directe et immédiate à la question de la guerre puisque c'est elle qui était envoyée sur place défendre le "monde libre". Des dizaines de milliers de jeunes américains ont payé de leur vie la politique de leur gouvernement, des centaines de milliers d'entre eux sont revenus du Vietnam avec des blessures et des handicaps, des millions ont été marqués à vie par ce qu'ils ont vécu dans ce pays. Outre l'horreur qu'ils ont connue sur place, et qui est propre à toutes les guerres, beaucoup d'entre eux ont été confrontés à la question : que faisions-nous au Vietnam ? Le discours officiel était qu'ils étaient partis défendre la "démocratie", le "monde libre" et la "civilisation". Mais la réalité qu'ils avaient vécue contredisait de façon flagrante ces discours : le régime qu'ils étaient chargés de protéger, celui de Saïgon, n'avait rien de "démocratique" ni de civilisé : c'était un régime militaire, dictatorial et particulièrement corrompu. Sur le terrain, les soldats américains avaient beaucoup de mal à comprendre qu'ils défendaient la "civilisation" lorsqu'on leur demandait de se conduire eux-mêmes comme des barbares, terrorisant et massacrant de pauvres paysans désarmés, femmes, enfant, vieillards compris. Mais ce n'était pas unique-ment les soldats sur place qui étaient révulsés par les horreurs de la guerre, c'était aussi le cas d'une partie croissante de la jeunesse américaine. Non seulement les garçons craignaient de devoir partir à la guerre et les filles d'y perdre leurs compag-nons, mais tous étaient de plus en plus informés par les "vétérans" qui en revenaient, ou tout simplement par les chaînes de télévision (2), de la barbarie qu'elle représentait. La contra-diction criante entre les discours du gouvernement américain sur la "défense de la civilisation et de la démocratie" dont se réclamait le gouvernement américain et ses agissements au Vietnam fut un des premiers aliments d'une révolte contre les autorités et les valeurs traditionnelles de la bourgeoisie américain (3). Cette révolte avait alimenté, dans un premier temps le mouvement Hippie, un mouvement pacifiste et non violent qui revendiquait le "Flower Power" (Pouvoir des fleurs) et dont un des slogans était "Make Love, not War" ("Faites l'amour, pas la guerre"). Ce n'est probablement pas un hasard si la première mobilisation étudiante d'envergure eut lieu à l'Université de Berkeley, dans la banlieue de San Francisco qui était justement la Mecque des hippies. Les thèmes et surtout les moyens de cette mobilisation avaient encore des ressemblances avec ce mouvement : emploi de "sit in" non violents pour revendiquer le "Free Speach" (la liberté de parole) pour la propagande politique au sein de l'Université, notamment pour soutenir les "droits civiques" des noirs et dénoncer les campagnes d'enrôlement pour l'armée qui se tenaient dans le campus. Cependant, comme dans beaucoup d'autres pays par la suite, et notamment en France en 1968, la répression qui s'est déchaînée à Berkeley (800 arrestations) a constitué un facteur important de "radicalisation" du mouve-ment. À partir de 1967, avec la fondation du Youth International Party (Parti international de la jeunesse), par Abbie Hoffman et Jerry Rubin qui avaient fait un passage dans la mouvance de la non-violence, le mouvement de révolte s'est donné une perspective "révolutionnaire" contre le capitalisme. Les nouveaux "héros" du mouvement n'étaient plus Bob Dylan ou Joan Baez, mais des figures comme Che Guevara (que Rubin avait rencontré en 1964 à La Havane). L'idéologie de ce mouvement était des plus confuses. Elle comportait des ingrédients anarchistes (comme le culte de la liberté, notam-ment de la liberté sexuelle ou de la consommation des drogues) mais aussi des ingrédients staliniens (Cuba et l'Albanie étaient considérées comme des exemples). Les moyens d'action em-pruntaient grandement à ceux des anarchistes, comme la déri-sion et la provocation. Ainsi, un des premiers faits d'armes du tandem Hoffman-Rubin fut de balancer des paquets de faux billets de banque à la Bourse de New York provoquant une ruée des occupants pour s'en emparer. De même, lors de la Convention démocrate de l'été 68, il présenta la candidature du cochon Pigasus à la présidence des États-Unis,(4) en même temps qu'il préparait un affrontement violent avec la police.

Pour résumer les caractéristiques principales des mouve-ments de révolte qui ont agité les États-Unis au cours des années 1960, on peut dire qu'il se présentait comme une protestation à la fois contre la guerre du Vietnam, contre la discrimination raciale, contre l'inégalité entre les sexes et contre la morale et les valeurs traditionnelles de l'Amérique. Comme la plupart de ses protagonistes le constataient (en s'affichant comme des enfants de bourgeois révoltés), ce mouvement n'avait aucune-ment un caractère de classe prolétarien. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, si un de ses "théoriciens", le professeur de philosophie Herbert Marcuse, considérait que la classe ouvrière avait été "intégrée" et que les forces de la révolution contre le capitalisme étaient à trouver parmi d'autres secteurs comme les Noirs victimes de la discrimination, les paysans du Tiers-monde ou les intellectuels révoltés.

... et dans les autres pays

Dans la plupart des autres pays occidentaux, les mouvements qui ont agité le monde étudiant pendant les années 1960 présentent de fortes ressemblances avec celui des États-Unis : rejet de l'intervention américaine au Vietnam, révolte contre les autorités, notamment universitaires, contre l'autorité en général, contre la morale traditionnelle, notamment sexuelle. C'est une des raisons pour lesquelles les partis staliniens, symboles d'autoritarisme, n'ont eu aucun écho au sein de ces révoltes alors qu'elles étaient parties de la dénonciation de l'intervention américaine au Vietnam contre des forces militaires portées à bout de bras par le bloc soviétique et qu'elles se réclamaient de "l'anti-capitalisme". Il est vrai que l'image de l'URSS avait été grandement ternie par la répression de l'insurrection hongroise de 1956 et que le portrait du vieil apparatchik Brejnev ne faisait pas rêver. Les révoltés des années 1960 préféraient afficher dans leur chambre des posters de Ho Chi Minh (un autre vieil apparatchik, mais plus présentable et "héroïque") et plus encore le visage romantique de Che Guevara (un autre membre d'un parti stalinien mais "exotique") ou de Angela Davis (elle aussi membre du parti stalinien américain, mais qui avait le double avantage d'être noire et femme, avec de plus un beau "look" comme Che Guevara).

Cette composante à la fois anti-guerre du Vietnam et "libertaire" s'est notamment retrouvée en Allemagne. Le principal porte-parole du mouvement, Rudi Dutschke, venait de la RDA sous tutelle soviétique où, très jeune, il s'était opposé à la répression de l'insurrection hongroise. Ses références idéologiques étaient le "jeune Marx" de même que l'École de Francfort (dont faisait partie Marcuse), et aussi l'Internationale situationniste (dont se revendique le groupe Subversive Aktion dont il fonde la section berlinoise en 1962). L'"opposition extra-parlementaire" allemande est, à la veille des événements de mai 68 en France, la principale référence en Europe de la révolte étudiante.

Les thèmes et revendications du mouvement étudiant qui s'est développé en France en 1968 sont fondamentalement les mêmes. Cela dit, au cours du mouvement, les références à la guerre du Vietnam sont largement éclipsées par toute une série de slogans d'inspiration situationniste ou anarchiste (voire surréaliste) qui couvrent les murs ("Les murs ont la parole").

Les thèmes anarchistes se retrouvent notamment dans:

- *La passion de la destruction est une joie créatrice (Bakounine)*
- *Il est interdit d'interdire*
- *La liberté est le crime qui contient tous les crimes*
- *Élections pièges à cons*
- *L'insolence est la nouvelle arme révolutionnaire*

Ils sont complétés par ceux qui appellent à la "révolution sexuelle":

- *Aimez-vous les uns sur les autres*
- *Déboutonnez votre cerveau aussi souvent que votre braguette*
- *Plus je fais l'amour, plus j'ai envie de faire la révolution. Plus je fais la révolution, plus j'ai envie de faire l'amour*

La référence situationniste se retrouve dans:

- *À bas la société de consommation*
- *À bas la société spectaculaire marchande*
- *Abolition de l'aliénation*
- *Ne travaillez jamais !*
- *Je prends mes désirs pour la réalité car je crois en la réalité de mes désirs*
- *Nous ne voulons pas d'un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui*
- *L'ennui est contre-révolutionnaire*
- *Vivre sans temps mort et jouir sans entrave*
- *Soyons réalistes, demandons l'impossible*

Par ailleurs le thème du conflit de générations (qui était très répandu aux États-Unis et en Allemagne) se retrouve (y compris sous des formes assez odieuses) dans:

- *Cours camarade, le vieux monde est derrière toi*
- *Les jeunes font l'amour, les vieux font des gestes obscènes*

De même, dans la France de mai 1968 qui se couvre régulièrement de barricades, il ne faut pas s'étonner de trouver:

- *La barricade ferme la rue mais ouvre la voie*
- *L'aboutissement de toute pensée, c'est le pavé dans ta gueule, CRS.*
- *Sous les pavés, la plage.*

Enfin, la grande confusion de la pensée qui accompagne cette période est bien résumée par ces deux slogans:

- *Il n'est pas de pensées révolution-*

(suite à la page 5)

(suite de la première page)

MASSACRES EN SYRIE ET MISÈRE EN MÉDITERRANÉE

cher coûte que coûte à les bloquer, les parquer, à les rejeter sans ménagement en les renvoyant à la mort, à édifier des murs et des barbelés. Les gouvernements occidentaux n'ont d'ailleurs de cesse de distiller la peur de l'étranger, réprimant même sévèrement ceux qui tendent la main aux migrants et essaient de les aider.

Le cynisme des États concernés, notamment européens, n'a pas de limites. La Turquie, moyennant des aides économiques et financières, est chargée de bloquer le passage des migrants vers la Grèce en les parquant dans des camps de réfugiés aux conditions inhumaines. Derrière cet accord se joue un vrai marchandage d'êtres humains avec un tri au compte-gouttes entre ceux qui pourront rejoindre un pays européen et ceux, l'immense majorité, qui restent dans les camps. Cela non plus n'est pas nouveau. Il faut se souvenir, par exemple, du cynisme et de l'hypocrisie du gouvernement "socialiste" de Zapatero en Espagne. En 2005 dans les enclaves de Ceuta et Melilla, en plus d'avoir dressé à sa frontière une triple rangée de barbelés où beaucoup de migrants sont venus s'empaler tandis que d'autres étaient impitoyablement mitraillés (selon toutes probabilités, par ses forces démocratiques), ce gouvernement avait sous-traité à l'État marocain, jouant une nouvelle fois le rôle du "méchant" de service, la livraison de migrants dans des autobus de la mort, abandonnés en plein désert saharien. Toutes les bourgeoisies occidentales (gouvernement espagnol compris !), pourtant commanditaires au nom des accords de Schengen, avaient alors hypocritement orchestré une intense campagne médiatique contre cette "intolérable violation flagrante des Droits de l'Homme". Les derniers "contrats" de ce style, passés aujourd'hui avec la Turquie, et hier, plus discrètement conclus avec la Libye, ont eu des conséquences immédiates sur les trajets des migrants vers les pays européens.

Tous les médias ont répercuté, en affichant bien sûr leur immense satisfaction, la diminution de près d'un tiers du nombre de migrants illégaux ayant débarqué sur les côtes italiennes en 2017. En fait, "*l'UE a choisi d'arrêter le flux des migrants à la source au lieu de continuer à ouvrir des centres d'accueil en Italie et en Grèce, le choix de cette stratégie semble très discutable moralement*", avouait le *Courrier international* dans son n° 1414. En dépit du "bon" chiffre italien, l'Espagne a connu un accroissement significatif des arrivées par mer en 2017, si bien qu'une nouvelle prison construite à Malaga est désormais utilisée comme centre de rétention.

Un reportage de CNN montrant des migrants vendus aux enchères comme esclaves en Libye a provoqué des réactions d'indignation à l'échelle internationale, nous dit aussi la presse. Mais celle-ci, généralement, ne s'appesantit guère sur les accords et les mesures adoptées par l'UE et la Libye qui ont contribué à créer cette situation. Le même article du *Courrier International* précise ainsi : "*Le 3 février 2017, les 28 se sont accordés sur une "déclaration" appuyant l'accord conclu la veille par l'Italie avec le gouvernement libyen de Faiez Sarraj. Le principe est le même que celui du pacte UE-Turquie conclu 2 ans plus tôt : l'Europe fournit notamment des fonds, de l'entraînement et du matériel aux garde-côtes libyens, qui, en échange, interceptent les bateaux de migrants et conduisent ces derniers dans des centres de rétention en Libye* (…) *Les organisations de défense des droits de l'homme et la presse ont dénoncé très tôt les limites de ce plan en s'interrogeant sur la capacité du gouvernement Sarraj (qui n'est que l'une des forces rivales en présence en Libye) à le mettre en œuvre et sur les conséquences qu'aurait ce plan pour les migrants, dont on savait déjà qu'ils subissaient des traitements inhumains sur le sol libyen*". Les préoccupations des "organisations de défense des droits de l'Homme" ne sont que de la poudre aux yeux, exactement du même tonneau que la couverture prétendument humanitaire hypocritement affichée par le gouvernement espagnol en 2005. Ces gesticulations ne servent qu'à masquer les accords cyniques et répressifs qui ont permis que s'entassent d'ores et déjà 700 000 migrants africains dans des camps de fortune en Libye.

Au-delà des accords et des dispositifs visant à barrer plus efficacement la route des migrants, il est clair que l'accumulation des guerres régionales, des massacres, des famines, de la misère, du délitement du tissu social aux quatre coins du monde, ne peut que faire croître dramatiquement le phénomène des réfugiés.(3)

La solidarité prolétarienne est la seule perspective face au drame des migrants

La crise du système capitaliste est indiscutablement au cœur de la vague historique de migrations à laquelle nous assistons. Face à la barbarie de son système, la bourgeoisie n'a rien d'autre à proposer que toujours plus de chaos, d'exclusion et de divisions... et cela, au nom de la défense des "intérêts nationaux", vocable idéologique destiné à dissimuler les froids calculs, concurrentiels et sanguinaires du capital.

Pourtant, les frontières n'existent pas entre les exploités et les prolétaires n'ont pas de patrie. La classe ouvrière a toujours été une classe d'immigrés, partout contrainte de vendre sa force de travail, d'un pays à l'autre, de la campagne à la ville, d'un territoire à l'autre. Classe d'immigrés, elle est aussi une classe d'exploités. Elle ne peut résister à la barbarie capitaliste qu'en s'appuyant sur la seule force dont elle dispose : son unité internationale, dont la conscience et la solidarité sont le ciment. Face aux campagnes xénophobes et anxiogènes de la bourgeoisie, les prolétaires en Europe comme dans tous les pays développés doivent prendre conscience que les migrants sont des victimes du capitalisme et des politiques cyniques des États. Ce sont leurs frères de classe qui sont bombardés, meurent dans des massacres guerriers ou sont enfermés dans des camps de concentration à ciel ouvert.

L'affirmation nécessaire et possible de leur solidarité passe ainsi d'abord et surtout par le développement de la lutte de classe, la résistance face aux attaques et à la barbarie du capitalisme. Derrière la question des migrants se pose la perspective de l'unité internationale du combat révolutionnaire contre le système capitaliste. Aujourd'hui encore, le prolétariat demeure la seule classe révolutionnaire, la seule force sociale capable de mettre fin aux contradictions historiques d'un système à bout de souffle, d'abattre les frontières nationales et l'exploitation de l'homme par l'homme, d'édifier un monde sans classe, sans misère et sans guerres : le communisme ! ■

PA, 3 mars 2018

(1) Nous ne faisons que l'évoquer ici mais nous reviendrons dans un article ultérieur sur cet aspect éclaté de la situation impérialiste en Syrie qui est une autre manifestation de la décomposition sociale actuelle.

(2) *En Irak et en Syrie, les obus au phosphore de la coalition internationale dans le viseur*, LeCI (15 juin 2017).

(3) Voir notre série : *Migrants et réfugiés : victimes du capitalisme*, parties I à IV, En-ligne,*Révolution internationale* (2015 et 2016.)



(suite de la page 2)

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN FRANCE

précédente. Il lui faut absolument empêcher que le mécontentement social profond qui se fait jour ne débouche sur un embrasement généralisé. C'est pour cela que son appareil syndical va mettre à profit l'échéance des contrats collectifs, notamment dans la métallurgie, la chimie et le bâtiment, pour développer ses manœuvres de dispersion des luttes en fixant aux ouvriers comme objectif un "bon contrat" dans leurs secteurs respectifs. Les syndicats mettent au point la tactique dite des grèves "articulées" : tel jour les métallos font grève, tel autre les travailleurs de la chimie, tel autre ceux du bâtiment. Des grèves "générales" sont appelées mais par province ou même par ville, contre la vie chère ou la hausse des loyers. Au niveau des entreprises, les syndicats prônent les grèves tournantes, un atelier après l'autre, avec le prétexte de causer le plus de dommages possible aux patrons à moindres frais pour les ouvriers. En même temps, les syndicats font le nécessaire pour reprendre le contrôle d'une base qui tend à leur échapper : alors que, dans beaucoup d'entreprises, les ouvriers, mécontents des structures syndicales traditionnelles, élisent des délégués d'atelier, ces derniers sont institutionnalisés sous forme de "conseils d'usine" présentés comme "organes de base" du syndicat unitaire que les trois confédérations, CGIL, CISL et UIL affirment vouloir construire ensemble. Après plusieurs mois où la combativité ouvrière s'épuise dans une succession de "journées d'action" par secteur et de "grèves générales" par province ou par ville, les contrats collectifs de secteur sont signés successivement entre début novembre et fin décembre. Et c'est peu avant la signature du dernier contrat, le plus important puisqu'il concerne la métallurgie du privé, secteur à l'avant-garde du mouvement, qu'une bombe explose, le 12 décembre, dans une banque de Milan, tuant 16 personnes. L'attentat est attribué à des anarchistes (l'un d'eux, Giuseppe Pinelli, meurt entre les mains de la police milanaise) mais on apprendra bien plus tard qu'il provenait de certains secteurs de l'appareil d'État. Les structures secrètes de l'État bourgeois sont venues prêter main forte aux syndicats pour semer la confusion dans les rangs de la classe ouvrière en même temps que se renforçaient les moyens de la répression.

Le prolétariat d'Italie n'a pas été le seul à se mobiliser au cours de cet automne 1969. A une échelle bien moindre mais très significative, celui d'Allemagne est entré aussi dans la lutte puisqu'en septembre ont éclaté dans ce pays des grèves sauvages contre la signature par les syndicats d'accords de "modération salariale". Ces derniers étaient censés être "réalistes" face à la dégradation de la situation de l'économie allemande qui, malgré le "miracle" d'après guerre, n'a pas été épargnée par les difficultés du capitalisme mondial qui s'accumulent à partir de 1967 (cette année-là, l'économie allemande a connu sa première récession depuis la guerre).

Ce réveil du prolétariat d'Allemagne, même s'il est encore timide, revêt une signification toute particulière. D'une part, il s'agit du plus important et du plus concentré d'Europe. Mais surtout, ce prolétariat a eu dans l'histoire et sera appelé à retrouver dans le futur une position de premier plan au sein de la classe ouvrière mondiale. C'est en Allemagne que c'était joué le sort de la vague révolutionnaire internationale qui, à partir d'Octobre 1917 en Russie, avait menacé la domination capitaliste sur le monde. La défaite subie par les ouvriers allemands au cours de leurs tentatives révolutionnaires, entre 1918 et 1923, avait ouvert les portes à la plus terrible contre-révolution qui se soit abattue sur le prolétariat mondial au cours de son histoire. Et c'est là où la révolution était allée le plus loin, la Russie et l'Allemagne, que cette contre-révolution avait pris les formes les plus profondes et barbares : le stalinisme et le nazisme. Cette contre-révolution avait duré près d'un demi-siècle et elle avait culminé avec la Seconde Guerre mondiale qui, contrairement à la première, n'avait pas permis au prolétariat de relever la tête mais l'avait enfoncé encore plus, grâce, notamment, aux illusions créées par la victoire du camps de la "démocratie" et du "socialisme".

L'immense grève de Mai 1968 en France, puis "l'automne chaud" italien, avaient fait la preuve que le prolétariat mondial était sorti de cette période de contre-révolution. Les luttes des ouvriers allemands de septembre 1969 l'ont confirmé, de même que l'ont confirmé, et à échelle encore plus significative, les luttes des ouvriers polonais de la Baltique au cours de l'hiver 1970-71 qui ont obligé les autorités, après une brutale répression initiale (300 morts), à jeter du lest, notamment en renonçant aux hausses de prix des denrées de base qui avaient provoqué la colère ouvrière. Les régimes staliniens ont constitué la plus pure incarnation de la contre-révolution : c'est au nom du "socialisme" et des "intérêts de la classe ouvrière" que celle-ci subissait une des pires terreurs qui soient. L'hiver "chaud" des ouvriers polonais faisait la preuve que même là où la contre-révolution maintenait sa chape de plomb la plus lourde, les régimes "socialistes", elle était battue en brèche.

On ne peut énumérer ici l'ensemble des luttes ouvrières qui, après 1968, ont confirmé cette modification fondamentale du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat à l'échelle mondiale. Nous ne citerons que deux exemples, celui de l'Espagne et celui de l'Angleterre.

En Espagne, malgré la répression féroce exercée par le régime franquiste, la combativité ouvrière s'exprime de façon massive au cours de l'année 1974. La ville de Pampelune, en Navarre, connaît un nombre de jours de grève par ouvrier supérieur à celui des ouvriers français de 1968. Toutes les régions industrielles sont touchées (Madrid, Asturies, Pays Basque) mais c'est dans les immenses concentrations ouvrières de la banlieue de Barcelone que les grèves prennent leur plus grande extension, touchant toutes les entreprises de la région, avec des manifestations exemplaires de solidarité ouvrière (souvent, la grève démarre dans une usine uniquement en solidarité avec les ouvriers d'autres usines).

L'exemple du prolétariat d'Angleterre est également très significatif puisqu'il s'agit du plus vieux prolétariat du monde. Tout au long des années 1970, celui-ci a mené des combats massifs contre l'exploitation (avec 29 millions de journées de grève en 1979, les ouvriers anglais se sont placés en seconde position des statistiques, derrière les ouvriers français en 1968). Cette combativité a même obligé la bourgeoisie anglaise à changer par deux fois de Premier ministre : en avril 1976 (Callaghan remplace Wilson) et au début 1979 (Callaghan est renversé par le Parlement).

Ainsi, la signification historique fondamentale de Mai 68 n'est à rechercher ni dans les "spécificités françaises", ni dans la révolte étudiante, ni dans la "révolution des mœurs" qu'on nous chante aujourd'hui. C'est dans la sortie du prolétariat mondial de la contre-révolution et son entrée dans une nouvelle période historique d'affrontements contre l'ordre capitaliste. Une période qui s'est également illustrée par un nouveau développement des courants politiques prolétariens, dont le nôtre, que la contre-révolution avait pratiquement éliminés ou réduits au silence ■

Fabienne / 1er juin 2008

(suite de la première page)

AFFRONTEMENTS EN CATALOGNE

Gonzalez, trois ouvriers furent assassinés au cours de luttes à Gijon, Bilbao et Reinosa. Le gouvernement autonome catalan d'Artur Mas a déchaîné une brutale répression contre les assemblées générales des Indignados faisant cent blessés. Auparavant, en 1934, ses actuels partenaires de l'ERC2 avaient organisé une milice (les Escamots) spécialisée dans la torture des militants ouvriers.

Et tous se permettent d'enfreindre leurs propres règles démocratiques qu'ils proclament être leur idéal. On a vu la fraction catalániste imposer de force grâce à un traficotage parlementaire sa procédure pour l'indépendance avec ses urnes bourrées, remplies jusqu'à ras-bord de bulletins en faveur du "Oui".

Au nom de la sacro-sainte démocratie se livre une guerre à mort autour d'un autre pilier de la domination capitaliste : la Nation. La Nation n'est pas le regroupement "fraternel" de tous ceux nés sur un même territoire, mais elle est la propriété privée de l'ensemble des capitalistes d'un pays qui organisent à travers l'État l'exploitation et l'oppression de tous leurs assujettis. Les aspirants à une nouvelle "mère-patrie", les indépendantistes catalans, se présentent comme des victimes de la barbarie de leurs rivaux et prétendent que "Madrid nous vole" pour mobiliser de la chair à canon au nom de la "défense d'une véritable démocratie". Leur "véritable démocratie" consiste dans l'exclusion de ceux qui ne sont pas en communion avec leurs objectifs. Le harcèlement de ceux qui ne vont pas voter, les fichages et les heurts vis-à-vis des non-adeptes de leur cause, le chantage moral envers ceux qui, simplement, veulent garder un esprit critique. Dans toutes les zones sous leur coupe, ils ont imposé la dictature de leurs associations "citoyennes" et, avec les armes de l'insulte, de la calomnie, de l'ostracisme, du harcèlement, du contrôle, ils essaient "d'homogénéiser" la population autour de la Catalogne. Avec un culot chaque fois plus insolent, les groupes indépendantistes déploient des méthodes nazies et théorisent la "pureté" de la "race catalane".

De leur côté, les démocrates nationalistes espagnols ne sont pas en reste. La haine contre les Catalans, la manœuvre de déplacement du siège de grandes entreprises hors de la Catalogne, les mobilisations soi-disant "spontanées" en faveur des forces de répression encouragées par le cri barbare : "Allez-y, on se les fait !" qui rappelle le sinistre : "Allez l'ETA3, tuez-les !" des nationalistes basques, l'appel à accrocher aux fenêtres des drapeaux sang et or aux couleurs de l'Espagne, tout cela montre le déchaînement de la bête fauve de sinistre mémoire qui, avec le franquisme, a servi de levier pour installer un régime de terreur.

Ce que les deux bandes rivales partagent, c'est l'exclusion et la xénophobie, ainsi toutes deux se rejoignent dans une même haine du migrant, le même mépris envers les travailleurs arabes, latino-américains ou asiatiques, avec leurs slogans répugnants : "ils nous enlèvent le pain de la bouche", "ils volent nos emplois", "ils allongent les queues aux portes des services de Santé", etc. alors que c'est la crise du capitalisme et l'incapacité de ses États, que ce soit celui de l'Espagne ou de l'Autonomie catalane, qui sont responsables de la dégradation des conditions de vie de tous et qui poussent des milliers de jeunes vers une nouvelle vague d'émigration qui rappelle celle des années 50-60, à l'époque franquiste.

Au milieu de cette sauvage confrontation, les "neutres" du parti Podemos et du parti d'Ana Colau tentent de nous faire croire que la Démocratie avec son fameux "droit de décider par nous-mêmes" serait le remède qui permettrait la négociation et une "issue citoyenne". Dans ce concert d'illusions dont on nous berce, est apparue une initiative : "Parlons ensemble" qui veut mettre de côté les deux drapeaux nationaux (celui de l'Espagne et celui de la Catalogne) pour lever le "drapeau blanc" du dialogue et de la démocratie.

Le prolétariat et tous les exploités ne peuvent pas se faire d'illusions. Le conflit qui a germé en Catalogne est du même acabit que les conflits populistes et aventuristes qui ont amené au Brexit en Grande-Bretagne ou à l'intronisation d'un fou irresponsable, Trump, à la tête de la première puissance mondiale. C'est l'expression de la dégénérescence et de la décomposition qui provoque l'aggravation d'une crise, non seulement économique mais également politique au sein des différents États capitalistes.

Le capitalisme actuel présente l'apparence que "tout va bien dans le meilleur des mondes", que "nous allons sortir de la crise", qu'il y a un "progrès technologique" et un dynamisme mondial. Mais, sous cette couche superficielle de vernis brillant, ce qui mûrit souterrainement avec chaque fois plus de force, c'est la violence des contradictions du capitalisme, la guerre impérialiste, la destruction de l'environnement, la barbarie morale, les tendances centrifuges au chacun pour soi sur lesquelles s'appuient (en même temps qu'ils la nourrissent de plus belle) la prolifération de conceptions et d'actions xénophobes, d'exclusion endogamiques.

Ce volcan sur lequel nous dansons est entré en éruption à maintes reprises, comme récemment en Extrême-Orient avec le danger de guerre entre la Corée du Nord et les États-Unis, mais il se manifeste aussi à travers le conflit catalan. Sous une forme apparemment civilisée et démocratique, entrecoupée de prétendues "négociations" et de "trêves", la situation va en se dégradant progressivement et fait courir le risque de s'enkyster et de devenir insoluble, ce qui ne peut qu'engendrer des tensions chaque fois plus brutales. Même, si jusqu'à présent, il n'y a pas eu de morts, le danger encouru est chaque fois plus grand. Un climat social de fracture, d'affrontements violents et d'intimidation est en train de s'enraciner dans toute la société, non seulement en Catalogne, mais dans toute l'Espagne. D'ores et déjà, est en train de croître le nombre de personnes qui, ne pouvant plus supporter leur situation, abandonnent leurs amis, leurs enfants, leur travail…

Ce que nous voyons se dérouler sous nos yeux, c'est ce que, face à la barbarie de la Première Guerre mondiale, en 1915, décrivait la révolutionnaire Rosa Luxemburg de manière profonde et prophétique : *"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment."* (La Crise de la Social-démocratie – Brochure de Junius, chapitre 1 : Socialisme ou barbarie ?)

Le danger pour le prolétariat et pour le futur de l'humanité, c'est de rester coincé dans cette atmosphère suffocante générée par l'imbroglio catalan qui pousse à ce que les sentiments, les aspirations, les réflexions ne gravitent plus autour de : quel futur est possible pour l'humanité ? Quelle réponse donner à la précarité et aux salaires de misère ? Quelle issue existe face la dégradation générale des conditions de vie ? Mais, au contraire, cela polarise l'attention sur le choix entre l'Espagne et la Catalogne, sur la Constitution, sur le droit à l'autodétermination, sur la nation,... c'est-à-dire sur les facteurs qui ont précisément contribué à nous mener dans la situation actuelle et qui menacent de les porter à leur paroxysme.

Nous sommes conscients de l'état de faiblesse que traverse aujourd'hui le prolétariat, cependant cela ne nous empêche pas de reconnaître que c'est seulement de sa lutte autonome comme classe que peut émerger une solution. La contribution à cette orientation exige de s'opposer aujourd'hui à la mobilisation en faveur de la démocratie, au faux choix entre Espagne et Catalogne, au terrain national. La lutte du prolétariat et l'avenir de l'humanité ne peuvent être réglés seulement qu'en dehors et contre ces terrains pourris que sont la démocratie et la Nation ■

CCI, 9 octobre 2017

(1) Maire de Barcelone depuis mai 2015, Ada Colau a été élue à la tête d'une coalition Barcelona en Comú (BC) rassemblant divers "mouvements citoyens" catalans (Esquerra Unida i Alternativa, y compris le Parti Communiste Catalan, Verts, Democratia Real Ya !, entre autres) se présentant comme défenseur des droits sociaux, de la démocratie et des intérêts de la Catalogne.

(2) Ezquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne).

(3) Euskadi Ta Askatasuna : branche armée du nationalisme basque, responsable d'attentats terroristes, d'assassinats, d'enlèvements, de séquestrations qui ont fait plus de 800 morts, civils comme militaires depuis les années 1960. En contrepartie, l'État central a créé les Groupes antiterroristes de libération (GAL), auteurs de nombreux attentats et assassinats entre 1983 et 1987 dont certains visaient à provoquer la terreur contre des civils qui avaient pour but d'éradiquer les militants (ou supposé tels) d'ETA

La signification historique de Mai 68



(suite de la page 3)

LES RÉVOLTES ÉTUDIANTES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

naires. Il n'est que des actes révolutionnaires

- J'ai quelque chose à dire, mais je ne sais pas quoi.

La signification des mouvements étudiants des années 1960

Ces slogans, comme la plupart de ceux qui ont été mis en avant dans les autres pays, indiquent clairement que le mouvement étudiant des années 1960 n'avait nulle nature de classe prolétarienne, même si en plusieurs endroits (comme en Italie et évidemment en France) il y eut la volonté d'établir un pont avec les luttes de la classe ouvrière. Cette démarche manifestait d'ailleurs une certaine condescendance envers cette dernière mêlée d'une fascination envers cet être mythique, l'ouvrier en bleu de chauffe, héros des lectures mal digérées des classiques du marxisme.

Fondamentalement, le mouvement des étudiants des années 1960 était de nature petite-bourgeoise, un des aspects les plus clairs en étant, outre son caractère anarchisant, la volonté de "changer la vie tout de suite".

Le radicalisme "révolutionnaire" de l'avant-garde de ce mouvement, y compris le culte de la violence promu par certains de ses secteurs, est aussi une autre illustration de sa nature petite-bourgeoise. En fait, les préoccupations "révolutionnaires" des étudiants de 1968 étaient incon-testablement sincères mais elles étaient fortement marquées par le tiers-mondisme (guévarisme ou maoïsme) sinon par l'anti-fascisme. Elles avaient une vision romantique de la révolution sans la moindre idée du processus réel de développement du mouvement de la classe ouvrière qui y conduit. En France, pour les étudiants qui se croyaient "révolutionnaires", le mouvement de Mai 68 était déjà la Révolution, et les barricades qui se dressaient jour après jour étaient présentées comme les héritières de celles de 1848 et de la Commune de 1871.

Une des composantes du mouvement étudiant des années 1960 est le "conflit de générations", le clivage très important entre la nouvelle génération et celle de ses parents à laquelle étaient adressées de multiples critiques. En particulier, du fait que cette génération avait travaillé dur pour se sortir de la situation de misère, voire de famine, résultant de la Seconde Guerre mondiale, il lui était reproché de ne se préoccuper que de bien-être matériel. D'où le succès des fantaisies sur la "société de consommation" et de slogans tels "Ne travaillez jamais !". Fille d'une génération qui avait subi de plein fouet la contre-révolution, la jeunesse des années 1960 lui reprochait son conformisme et sa soumission aux exigences du capitalisme. Réciproquement, beaucoup de parents ne compre-naient pas et avaient du mal à accepter que leurs enfants traitent avec mépris les sacrifices qu'ils avaient consentis pour leur donner une situation économique meilleure que la leur.

Cependant, il existait une réelle détermination économique à la révolte étudiante des années 1960. A l'époque, il n'y avait pas de menace majeure de chômage ou de précarité à la fin des études comme c'est le cas aujourd'hui. L'inquiétude principale qui affectait alors la jeunesse estudiantine était de ne pouvoir désormais accéder au même statut social que celui dont avait bénéficié la génération précédente de diplômés de l'université. En fait, la génération de 1968 était la première à être confrontée avec une certaine brutalité au phénomène de "prolétarisation des cadres" abondamment étudiée par les sociologues de l'époque. Ce phénomène avait débuté quelques années auparavant, avant même que la crise ouverte ne vienne se manifester, à la suite d'une augmentation très sensible du nombre d'étudiants dans les universités. Cette augmentation résultait des besoins de l'économie mais aussi de la volonté et de la possibilité de la génération de leurs parents de pourvoir ses enfants d'une situation économique et sociale supérieure à la sienne. C'est entre autres cette "massification" de la population étudiante qui avait provoqué le malaise grandissant résultant de la permanence au sein de l'Université de structures et de pratiques héritées d'un temps où seule une élite pouvait la fréquenter, notamment un fort autoritarisme.

Cependant, si le mouvement étudiant qui débute en 1964 se développe dans une période de "prospérité" pour le capitalisme", il n'en n'est plus de même à partir de 1967 où la situation économique de celui-ci a commencé à se dégrader sérieusement renforçant le malaise de la jeunesse étudiante. C'est une des raisons qui permet de comprendre pourquoi ce mouvement a connu en 1968 son apogée. C'est ce qui permet d'expliquer pourquoi, en mai 1968, le mouvement de la classe ouvrière a pris le relais.

C'est ce que nous développons dans l'article page 2 ■

Fabienne / 29.03.08

(1) *"Mai 68 : le mouvement des étudiants en France et dans le monde"* (1 et 2), *"Mai 68 : le réveil de la classe ouvrière"*, respectivement dans Internationalisme 336, 337 et 338.

(2) Lors de la guerre du Vietnam, les médias américains n'étaient pas assujettis aux autorités militaires. C'est une "erreur" que n'a pas renouvelée le gouvernement américain lors des guerres contre l'Irak en 1991 et à partir de 2003.

(3) Un tel phénomène n'eut pas lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : les soldats américains avaient également vécu l'enfer, notamment ceux qui ont débarqué en Normandie en 1944, mais leurs sacrifices furent acceptés par la presque totalité d'entre eux et par la population grâce à l'exposition par les autorités et les médias de la barbarie du régime nazi.

(4) Au début du xxe siècle, des anarchistes français avaient présenté un âne aux élections législatives.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL



A lire sur notre site Internet :
fr.internationalism.org

ICConline - janvier 2018

- Le capitalisme menace l'humanité d'un avenir apocalyptique
- Guerre au Yémen : Un conflit décisif pour l'influence impérialiste au Moyen-Orient
- Iran: la lutte entre cliques bourgeoises est un danger pour la classe ouvrière
- Lactalis : un scandale et une propagande infâme !

◦ICConline - février 2018

- Divisions et confusion au sein du gouvernement britannique
- Histoire du Parti socialiste en France – 1878-1920 (Partie IV): face à l'épreuve de la guerre: la trahison
- Le nationalisme kurde: un autre pion dans les conflits impérialistes (Partie I)
- Le nationalisme kurde: un autre pion dans les conflits impérialistes (Partie II)
- Projet de loi "anti-fake news": le premier producteur de fausses-nouvelles, c'est l'État !

◦ICConline - mars 2018

- Mort de Stephen Hawking: un esprit scientifique au service de l'humanité

◦ICConline - avril 2018

- Grève "perlée" des cheminots: une manœuvre des syndicats pour nous diviser! (tract)

◦ICConline - mai 2018

- Changement horaire de notre réunion publique à Paris le 26 mai
- Notre brochure : luttes de décembre 95 dans la fonction publique en France - victoire pour les syndicats ; défaite pour la classe ouvrière

Le CCI organise une série de Réunions Publiques:



La signification historique de Mai 68

Samedi 30 juin

14h -18h

De Markten, (Salle 1)
Rue du Vieux Marché aux Grains 5,
1000 Bruxelles

Contact:
http://www.internationalism.org
post: sans autre indication:
BP - 102,
2018 Antwerpen - Anvers
(Centraal Station - Gare Centrale)
email:
benelux@internationalism.org

nos positions

● **D**epuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● **L**a Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● **L**es régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc.., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● **D**epuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● **T**outes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● **D**ans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● **T**outes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● **A**vec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● **P**our son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● **L**e terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● **L**a classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● **L**a transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● **L**'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

Notre activité

● **L**a clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● **L**'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● **L**e regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

Notre filiation

● **L**es positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.